

Congrès Socialiste International de Vienne

(23-29 août 1914)

DOCUMENTS

2^e Commission : LA CHERTÉ DE LA VIE

RAPPORT DE JUAN B. JUSTO

L'or étant actuellement l'étalon des valeurs, qu'on exprime dans les prix, la hausse générale de ceux-ci implique la diminution de la valeur de l'or.

Pourquoi diminue-t-elle ?

On doit attribuer ce phénomène, au moins en partie, à ce que la productivité du travail humain s'est accrue plus vite dans la production de l'or, que dans les autres branches de la production.

Il n'est pas prouvé que la technique de la production de l'or ait été plus révolutionnée par le procédé du cyanure que la technique en général par les grandes et continues innovations qui l'ont perfectionnée.

Mais l'or circule librement dans le monde, alors que presque partout la circulation des marchandises est entravée par les droits de douane, qui ont été si aggravés par la législation douanière française depuis 1892, par les lois allemandes de 1885 et 1902, par le tarif italien à partir de 1887, et les lois américaines de 1897 et 1907.

La production de l'or peut donc choisir librement sa place dans le monde, et s'établir là, où, par les conditions du milieu physique et celles du milieu social, elle peut se faire avec le plus grand fruit. La plupart des articles de grande consommation au contraire renchérissent par des droits de douane très élevés, ou par le coût élevé d'une production faite dans de mauvaises conditions foncières, par

la division de la propriété du sol et des cultures, par l'outillage, l'aptitude et l'éducation industrielle.

Il y a, par conséquence, au monde une offre d'or relativement plus grande que celle des marchandises, ce qui détermine la hausse des prix.

Mais il y a en même temps une demande d'or relativement moindre, parce que : 1) l'or, se conservant et s'accumulant bien davantage que la généralité des autres produits, la conservation en est encore plus parfaite et l'usure est amoindrie dès qu'on remplace dans la circulation le numéraire métallique par des billets convertibles ; 2) l'usage et l'usure de l'or, comme monnaie de circulation, diminue encore quand on substitue à l'or monnayé des billets inconvertibles ; 3) une économie croissante a lieu dans l'usage de numéraire au moyen des banques, des chèques, des clearing-houses, etc.

Que faire contre la cherté ?

On ne pourrait penser à mettre des entraves douanières à la circulation de l'or, pour que la valeur n'en diminue pas. Il faut donc réduire par degrés, jusqu'à les supprimer complètement, les droits douaniers sur les marchandises, excepté ceux qui correspondent à des impôts intérieurs sur des consommations non désirables.

Il faut abolir aussi les impôts intérieurs sur la viande, le sucre, le sel, etc.

Il faut étendre l'action économique ouvrière, la coopération libre, par les sociétés de consommation.

Aussi longtemps que l'or sera la mesure des valeurs, rien ne nous mettra à couvert d'un nouveau déséquilibre entre sa valeur et celle des marchandises, si la production de l'or progresse plus que la technique en général. L'idée d'une mesure multiple des valeurs, basée sur les *index numbers* des prix, n'est pas pratique et elle ne trouverait pas non plus de forces sociales assez puissantes pour l'imposer, car les capitalistes de l'industrie et du commerce gagnent plutôt qu'ils ne perdent à la cherté.

Celle-ci pèse surtout sur les salariés par la dépression des salaires réels. Et les salariés ont quelque chose de mieux à faire que de songer à créer une monnaie d'une puissance d'achat constante.

Pour que le niveau de la vie ouvrière ne soit pas toujours menacé par la diminution éventuelle de la valeur de l'or avec lequel on paie les salaires, il faut donc que ceux-ci s'adaptent au coût de la vie et augmentent avec celle-ci. Il s'agirait de dresser régulièrement l'*index*

number du coût de la vie ouvrière, calculé d'après le prix du logement et les prix en détail des articles de consommation et d'usage populaires. dans la proportion où chaque article a une importance dans les budgets ouvriers, et d'exiger, par l'action des syndicats, que le salaire nominal s'élève tout au moins parallèlement au coût de la vie, et, par la voie de l'action politique, que les gouvernements paient aussi à leurs employés des salaires dans la même proportion.
